



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-Barthélémy d'Anjou

Saint-Barthélémy d'Anjou, le 17 janvier 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EMMAUS ANJOU (Assoc. des Amis et Compagn

Le Sauloup
49070 Saint-Léger-De-Linières

Références : EC-2024-455-INSP-Emmaüs-Saint Jean de Linières-RAP
Code AIOT : 0006302557

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/10/2024 dans l'établissement EMMAUS ANJOU (Association des Amis et Compagnon) implanté Le Sauloup 49070 Saint-Léger-de-Linières. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'association des amis et compagnons d'Emmaüs de l'Anjou a la volonté de cesser leur activité de déchetterie (rubrique 2710), autorisée par l'arrêté préfectoral D3-2001-n°367 du 15 mai 2001. Angers Loire Métropole souhaite reprendre à son compte la gestion de la déchetterie à partir du 1^{er} janvier 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EMMAUS ANJOU (Assoc. des Amis et Compagn
- Le Sauloup 49070 Saint-Léger-de-Linières
- Code AIOT : 0006302557
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'association des Amis et Compagnons d'Emmaüs de l'Anjou est autorisée à exploiter une déchetterie par l'arrêté préfectoral D3-2001-n°367 du 15 mai 2001.

Cet arrêté a été complété par un arrêté préfectoral de modification du 10 janvier 2012, reclassement des activités puis par un acte au bénéfice des droits acquis le 2 septembre 2013 pour les rubriques :

- 2710.1.b : 2 tonnes de déchets dangereux, sous le régime de la déclaration avec contrôle périodique ;

- 2710.2.b : 500 m³ de déchets dangereux, sous le régime de l'enregistrement.

L'exploitant a également déclaré les activités suivantes :

- 2711.2 (DEEE) pour 200 m³ ;

- 2713.2 (métaux) pour 100 m² ;

- 2714.2 (papiers/cartons) pour 150 m³.

L'exploitant a la volonté de faire évoluer son activité et en a informé l'inspection des installations classées au travers d'un dossier rédigé par Anteagroup en date du 27 novembre 2024.

Le dossier présente l'activité de recyclerie d'Emmaüs telle que :

- les dons collectés en déchetteries font l'objet d'un tri en amont sur les déchetteries (zones de dons pour réemploi). Ce flux est donc à considérer comme « produits usagés » et non comme « déchets » ;

- les dons collectés sur la recyclerie de Saint-Jean-de-Linières peuvent faire l'objet d'un réemploi et sont à considérer comme « produits usagés » et non comme « déchets » ;

- les dons collectés chez les particuliers dits « ramasses » font l'objet d'un tri et sont à considérer comme « produits usagés » et non comme « déchets ».

La conclusion d'Anteagroup est que **la partie du site consacrée à la recyclerie est une installation de préparation au réemploi de produits usagés et non une installation de gestion de déchets.**

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Règles de caractère général	Arrêté Préfectoral du 15/05/2001, article 3.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées demande :

- à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées un plan des installations détaillant précisément la partie recyclerie de la partie déchetterie ;
- à Angers Loire Métropole de procéder au changement d'exploitant en informant le préfet de Maine et Loire. Un courrier sera transmis à Angers Loire Métropole à cet effet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Règles de caractère général

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2001, article 3.3
Thème(s) : Situation administrative, Modification - Abandon de l'exploitation
Prescription contrôlée : Tout projet de modification est porté, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet, accompagné des éléments d'appréciation nécessaires. Toute cessation d'activité d'une installation autorisée au titre du présent arrêté fait l'objet d'une déclaration au préfet au moins un mois avant cette cessation. À cet effet, l'exploitant adresse au préfet un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation ainsi qu'un

mémoire sur l'état du site.

Lors de la mise à l'arrêt définitif d'une installation, l'exploitant est tenu d'assurer la remise en état du site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1976 susvisée.

Constats :

L'inspection des installations classées constate que :

- la déchetterie est propre ;
- les activités de déchetterie ont été physiquement séparées de l'activité de recyclerie, avec apports de dons.

L'exploitant déclare à l'inspection des installations classées sa volonté de cesser son activité de déchetterie (rubrique 2710) et de la céder à Angers Loire Métropole.

Demande à formuler à l'exploitant et à Angers Loire Métropole à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à Angers Loire Métropole de :

- transmettre à l'inspection des installations classées un plan des installations détaillant précisément la partie recyclerie de la partie déchetterie ;
- procéder au changement d'exploitant en informant le préfet de Maine et Loire.

L'inspection des installations classées rappelle que les règles de procédure pour le changement d'exploitant sont celles d'un site soumis à autorisation (article R.181-47 du code de l'environnement).

Le changement d'exploitant au bénéfice d'Angers Loire Métropole (ALM) implique qu'ALM reprenne à son compte la gestion de l'ensemble du site ainsi que l'ensemble des rubriques de l'arrêté préfectoral d'autorisation D3-2001-n°367.

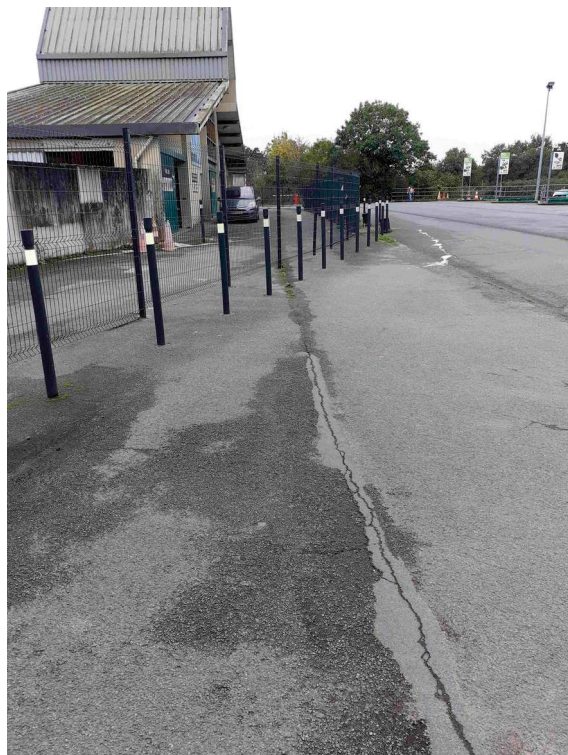
Angers Loire Métropole devra ensuite procéder aux cessations partielles des activités qu'elle choisira de ne plus exercer.

L'inspection rappelle que si Emmaüs veut sortir du statut d'installation classée pour la protection de l'environnement, il doit se situer en deçà des seuils pour chaque rubrique exercée.

Type de suites proposées : Sans suite

Planche photographique associée à la visite d'inspection

N°1 : Règles de caractère général



séparation_recyclerie_déchetterie



recyclerie